



La violence dans les écoles s'intensifie; l'Ontario a besoin d'investissements réels dans l'embauche de travailleuses et de travailleurs en éducation.

Pour publication immédiate : Le 9 décembre 2025

TORONTO ON — Alors que la violence scolaire s'intensifie en Ontario et que les partis d'opposition proposent un investissement d'urgence dans le personnel de soutien de première ligne, le Conseil des syndicats des conseils scolaires de l'Ontario (CSCSO) et la Fédération des enseignantes et enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO), les deux plus importants syndicats de travailleuses et de travailleurs en éducation en Ontario, demandent au gouvernement provincial de collaborer avec les syndicats en éducation, leurs membres et les parents afin de rendre les écoles plus sûres et de veiller à ce que les élèves reçoivent les soutiens dont ils ont besoin.

« La crise de la violence dans les écoles de l'Ontario est réelle, et elle empire. « Depuis des années, les travailleuses et travailleurs en éducation, le personnel enseignant, les parents et les élèves sonnent l'alarme », a déclaré Martha Hadowy, présidente d'OSSTF/FEESO. « Il n'y a tout simplement pas assez d'adultes qualifiés dans les salles de classe pour répondre aux besoins des élèves. Tant que le gouvernement ne s'attaquera pas au problème de la dotation, la violence continuera à augmenter et les conditions d'apprentissage continueront à se détériorer. »

« Pendant des années, le gouvernement conservateur a continué de réduire de plusieurs milliards de dollars le financement du secteur de l'éducation, ce qui a entraîné une pénurie extrême de personnel, une hausse de la violence à l'endroit du personnel et des élèves, et une négligence des besoins de nos élèves, » a déclaré Joe Tigani, président du CSCSO. « Si Doug Ford et Paul Calandra cherchent vraiment une consultation et des solutions, ils devraient commencer par s'adresser aux syndicats en éducation, dont les membres travaillent quotidiennement au sein du système. ➔ Les élèves de l'Ontario n'ont pas besoin de plus de conseils consultatifs, ils ont besoin d'un véritable investissement et d'actions concrètes. »

La preuve est accablante. Le [Sondage d'OSSTF/FEESO sur la violence dans les écoles](#) a permis de constater que 75 pour cent des membres ont connu une hausse des incidents de violence au cours de leur carrière, et 31 pour cent ont été victime de force physique au cours de l'année scolaire précédente.

Le [CSCSO a publié son propre rapport](#), basé sur 12 000 répondant(e)s parmi les travailleuses et travailleurs en éducation de l'Ontario, révélant que 74,6 pour cent des travailleuses et travailleurs en éducation sont victimes d'incidents violents ou perturbateurs dans leur milieu de travail — et que plus d'un tiers d'entre elles et eux font face à ces incidents au quotidien. Parmi les aides-enseignant(e)s et les travailleuses et travailleurs en éducation spécialisée, les données sont encore plus alarmantes : 95,8 pour cent d'entre elles et eux déclarent subir de la violence au travail, et plus de la moitié en subissent *chaque jour*.

Et plus tôt cette année, les données obtenues par le biais de [demandes d'accès à l'information](#) démontrent une hausse de 77 pour cent des incidents violents depuis 2018 et plus de 4 400 incidents lors de l'année scolaire 2023-2024.

Les preuves indiquent aussi clairement que la pénurie de personnel est à l'origine de cette crise.

La pénurie de personnel dans le secteur de l'éducation prive les élèves d'un soutien opportun et laisse le personnel enseignant à gérer les crises sans les ressources nécessaires. Les conséquences sont claires : un risque accru de blessures, de stress et d'épuisement professionnel, et d'importants défis en matière de recrutement et de rétention, ce qui ne fait qu'aggraver la pénurie de personnel.

Les partis d'opposition ont fait écho de nos préoccupations. La semaine dernière, l'Opposition a demandé un investissement de 1 milliard \$ pour embaucher au moins 10 000 membres du personnel de soutien additionnels partout dans la province. Bien qu'un investissement immédiat de \$ 1 milliard \$ soit nécessaire, cela est loin de suffire pour ramener l'éducation à une norme adéquate, puisque de récents rapports évaluent à [6,3 milliards \\$ depuis 2018](#) la somme que le gouvernement Ford a soutirée à l'éducation publique.

« Le refus de la part de ce gouvernement de financer des soutiens adéquats met en péril les élèves et les travailleuses et travailleurs. » Les travailleuses et travailleurs en éducation en sont au point de rupture et les élèves en souffrent. « Il ne s'agit pas d'incidents isolés — mais bien la conséquence directe d'un sous-financement et d'une pénurie de personnel chronique, » a déclaré Joe Tigani.

« Notre message est simple. Peu importe quel parti soulève la question, la solution reste la même. L'Ontario a besoin d'investissements réels et soutenus pour se doter d'adultes qualifiés et bienveillants qui assurent la sécurité des élèves et les aident à apprendre », a déclaré Martha Hradowy.

À la suite des résultats de l'OQRE de la semaine dernière, le gouvernement provincial a annoncé la création d'un nouveau groupe consultatif chargé de passer en revue le rendement des élèves. Le CSCSO et OSSTF/FEESO saluent tout effort visant à améliorer les résultats scolaires, mais aucune réforme ne peut réussir sans se pencher sur les problèmes fondamentaux comme la pénurie de personnel, les classes bondées, la montée de la violence et le manque de soutien scolaire et communautaire.

« Des commissions et les examens ne parviendront pas à résoudre les problèmes auxquels le personnel et les élèves font face au quotidien. » Les élèves ont besoin de soutiens opportuns de la part d'adultes qualifiés. Cela nécessite un investissement dès maintenant, » a dit Martha Hradowy.

« Il ne fait aucun doute que le gouvernement Ford a abandonné le secteur de l'éducation. Le gouvernement de l'Ontario doit accroître ses investissements dans les élèves et les travailleuses et travailleurs en éducation et remédier immédiatement à cette situation, » a déclaré Joe Tigani.

OSSTF/FEESO et le SCFP-CSCSO exhorte le gouvernement provincial à travailler avec nous pour mettre en place des solutions fondées sur des données probantes pour mettre fin à la violence dans les écoles, y compris :

- Un financement d'urgence pour des écoles sûres afin d'embaucher davantage de personnel qualifié dans les salles de classe, notamment des aides-enseignant(e)s et du personnel professionnel de soutien aux élèves.
- Une règlement propre au secteur de l'éducation à inclure à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*.
- Une dérogation aux frais de scolarité dans le cadre du programme « apprendre et rester », visant à recruter davantage de travailleuses et de travailleurs dans des secteurs en pénurie comme les programmes d'aide-enseignant(e) et de travailleur et travailleuse en éducation spécialisée.
- Une table d'action sur la sécurité scolaire qui réunit les syndicats, les parents et les partenaires communautaires, afin de créer un plan coordonné pour des milieux d'apprentissage plus sûrs.

- S'engager à augmenter le financement réel par élève (y compris le rétablissement de toutes les réductions de financement en raison à l'inflation et à la croissance des effectifs) afin d'améliorer le soutien aux élèves et au personnel.
- Un plan pertinent pour régler l'épidémie de violence dans les écoles.
- Un plan visant à rendre les écoles accessibles et inclusives pour tous les élèves.

Martha Hradowy, présidente d'OSSTF/FEESO

Joe Tigani, président du SCFP-CSCSO

-30-

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec :

CUPE/SCFP-CSCSO—Shannon Carranco, au 514-703-8358 ou à scarranco@cupe.ca

OSSTF/FEESO—Caitlin Reid, au 416-576-8346 ou à caitlin.reid@osstf.ca